

# Table ronde. Les classes populaires de retour en politique ?

Vendredi, 19 Octobre, 2018

[Jérôme Skalski](#)

Rappel des faits À chaque consultation électorale, l'abstention bat de nouveaux records dans les classes populaires et ouvrières. Le recul de l'implication dans les organisations politiques vient accentuer leur domination sociale. Un défi.

**Julian Mischi** Directeur de recherche en sociologie à l'Inra et et au Cesaer et auteur (1)  
**Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon** Sociologues et auteurs (2) **Alain Bertho** Anthropologue, professeur à l'université Paris-VIII, directeur de la Maison des sciences de l'homme et auteur (3)

**La désaffection électorale des classes populaires est souvent mise sur le devant de la scène au moment des élections. Compte tenu de l'ampleur du fait, ne peut-on parler d'une véritable exclusion politique des classes populaires ?**

**Julian Mischi** L'abstention électorale s'est accrue depuis la fin des années 1980, surtout dans les milieux populaires. Par-delà les variations selon les scrutins, elle est d'autant plus forte que les individus occupent des emplois faiblement rémunérés et instables. Ainsi, les ouvriers peu qualifiés et les employés de service se tiennent particulièrement en retrait du jeu politique. L'abstention récurrente ne concerne qu'une minorité, mais la participation intermittente s'est fortement développée parmi les classes populaires. Cela renforce le poids politique des classes moyennes et surtout supérieures. Si on prend aussi en compte l'accès aux mandats, on peut clairement parler d'exclusion politique des classes populaires. Les positions de pouvoir à l'Assemblée nationale et dans les villes sont monopolisées par des individus issus des milieux sociaux favorisés. Tout comme l'exclusion sociale, l'exclusion politique ne tombe pas du ciel, elle repose sur des rapports de domination qui profitent aux élites sociales.

**Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon** La défiance envers la majorité des élus politiques est massive et enracinée dans les classes populaires, qui n'ont plus accès aux responsabilités politiques, désormais accaparées par une caste au service de la classe dominante. L'abstention, devenue le premier parti politique, concerne beaucoup plus les classes populaires que les autres classes sociales. L'exclusion des classes populaires est le résultat de divers mécanismes. L'argent, tout d'abord, car les campagnes électorales coûtent cher, et les candidats des dominants gagnent à tous les coups. Les dons des particuliers étant défiscalisés à 66 %, les plus riches volent le contribuable et ruinent la démocratie en truquant les élections par l'achat du candidat qui défendra le mieux leurs intérêts financiers. Les escroqueries idéologiques et linguistiques fleurissent également pour piéger le gibier. Lors de la dernière élection présidentielle, François Fillon, Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont explicitement déclarés en dehors du « système », c'est-à-dire des puissances d'argent et des partis politiques traditionnels. Or tous ces candidats ont fait de la politique leur métier. En plus de ce détournement de la parole du peuple, confiée par délégation à des élus soucieux avant tout de leur carrière, l'abstention est aussi organisée par

des mécanismes administratifs. Comment est-il possible que, à l'heure du numérique, il y ait en France des millions de « mal inscrits » ?

**Alain Bertho** La question doit être prise dans l'autre sens : comment la politique institutionnelle, électorale, partisane s'est-elle mise à l'écart des préoccupations populaires ? Comment s'est-elle fondamentalement mise à l'écart de la politique et depuis quand ? Avant les années 1970, les villes populaires et les quartiers ouvriers pouvaient avoir des taux de participation électorale supérieurs à la moyenne nationale. Cette participation correspondait non seulement à une politisation de masse, mais aussi à la conscience d'un enjeu politique fort du moment électoral. La bascule a commencé il y a quarante ans et la désaffection n'a fait que s'accroître. La montée de l'abstention touche la jeunesse et, en fait, toutes les couches sociales. Elle s'accompagne d'un fort vote blanc et nul. Elle n'est pas propre à la France. Il y a eu 20 % d'abstention et 10 % de blancs et nuls au premier tour de l'élection brésilienne dans un pays où le vote est obligatoire ! Pour tous les peuples aujourd'hui, la scène politique électorale apparaît comme un théâtre de mensonges, de promesses non tenues et d'impuissance face aux problèmes du monde et des peuples.

**Comment expliquer cette situation ? N'a-t-elle pas un sens, une fonction sociale intégrée au régime politique des sociétés capitalistes ?**

**Alain Bertho** Le pouvoir délégataire, qu'il soit démocratique ou non, semble connaître des limites historiques. Jour après jour, s'impose aux yeux de toutes et tous l'incapacité des États à résoudre les trois questions posées aujourd'hui à l'humanité : la généralisation des affrontements communautaires et des guerres civiles dans le monde, les désastres sociaux et environnementaux provoqués par la financiarisation et la numérisation des économies, ainsi que le changement de régime climatique de la planète. Dans ces conditions, le moment électoral se réduit au rôle de réceptacle des rages impuissantes, nationalistes, populistes ou « démagistes ».

**Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon** Pour que la reproduction de la hiérarchie des classes sociales s'opère au mieux, les riches doivent bénéficier d'un contrôle constant sur l'élaboration des lois et leur mise en œuvre. La composition socioprofessionnelle actuelle des députés de l'Assemblée nationale est ainsi en faveur des hauts cadres et des professions intellectuelles supérieures avec 76 % de députés, alors que ces catégories ne représentent que 17 % de la population active. À l'inverse, les 20,5 % d'ouvriers ne sont que 0,2 % à l'Assemblée. Pour que les lois puissent permettre aux membres de la classe dominante de transformer leurs intérêts particuliers en intérêt général, le personnel politique doit avoir quelques intérêts à la collaboration de classe.

**Julian Mischi** Il faut souligner le rôle déterminant du capital culturel : les catégories sociales moins diplômées tendent à s'auto-exclure du jeu politique. La domination symbolique qu'elles vivent quotidiennement à l'école, au travail ou dans l'espace public alimente un sentiment d'incompétence politique. Cette dévalorisation favorise les attitudes de délégation vis-à-vis de ceux qui, forts de leur assise de classe, s'estiment naturellement aptes à donner leur avis et à parler au nom des autres. L'impact des conditions de vie et de travail est également décisif : les études montrent que la stabilité professionnelle et l'insertion dans un collectif de travail accroissent les probabilités de participation électorale. Ainsi les ouvriers d'usine votent davantage que les salariés des services à la personne, plus isolés. En cela, la démocratie dite représentative est en réalité bien peu représentative socialement. Elle exprime,

voire renforce les inégalités sociales et de genre, elle repose sur la domination politique d'une minorité.

### **Comment lutter contre ce phénomène et faire progresser la démocratie aussi bien socialement que politiquement ?**

**Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon** Si les responsables politiques souhaitent réellement combattre l'abstention, ils mettraient à l'ordre du jour les projets de loi qui ont été élaborés par des députés socialistes sous le gouvernement Jospin pour établir le vote obligatoire et la reconnaissance des votes blancs dans les suffrages exprimés. Pour quelles raisons y a-t-il autant de difficultés à mettre en œuvre la reconnaissance des votes blancs dans les suffrages exprimés ? On peut faire l'hypothèse que, lors des grandes mises en scène des soirées électorales sur les chaînes de télévision, il y aurait une très grande gêne à constater que le premier parti de France est désormais celui des votes blancs, signifiant ainsi l'illégitimité d'une grande partie des élites politiques. La légitimité du statut d'Emmanuel Macron comme président de la République est entachée par plus de 3 millions de votes blancs, soit près de 10 % des suffrages exprimés, au second tour de la présidentielle. La reconnaissance du vote blanc dans les suffrages exprimés aurait aussi la vertu de limiter le vote protestataire de l'extrême droite et la menace de l'arrivée au sommet de l'État de la famille Le Pen.

**Alain Bertho** La politique doit changer de logiciel, s'émanciper des enjeux purement institutionnels et partisans, passer de la représentation délégataire à la mobilisation des compétences populaires bafouées par les pouvoirs publics et privés, à l'action éthique, être capable d'expérimentations et d'exigences auprès des pouvoirs publics. Alors que tant de temps et d'énergie se perdent dans les batailles de pouvoir, d'organisation et d'élections qui ne produisent plus que déceptions et trahisons, cette politique nouvelle est déjà là. Elle vit dans les expériences et les résistances – des lanceurs d'alerte à Notre-Dame des Landes, de l'Aquarius au comité Adama. Il nous faut de toute urgence l'identifier, la nommer, lui donner la force de ne pas se dissoudre dans les faux-semblants du spectacle des pouvoirs et des **institutions**.

**Julian Mischi** La lutte contre l'exclusion politique est d'abord à mener sur le terrain du militantisme lui-même, avec une réflexion sur la place des classes populaires dans les réseaux militants, où elles sont souvent absentes ou reléguées à des positions subordonnées. L'autre défi consiste à articuler les engagements de base dans les quartiers, associations et syndicats à la lutte pour le pouvoir politique. Il s'agit de relier les problématiques de vie et de lutte quotidiennes – autour du logement, du travail, du sexisme, du racisme, mais aussi de l'éducation et de la consommation – à des enjeux électoraux. Ce lien avec le champ politique est à réaffirmer contre les tendances dépolitisantes des dispositifs de démocratie participative ou du travail humanitaire. C'est la condition d'une appropriation et redéfinition des enjeux électoraux par le plus grand nombre contre leur confiscation par les experts et représentants des classes supérieures.

**Julian Mischi** Directeur de recherche en sociologie à l'Inra et au Cesaer et auteur (1)

**Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon** Sociologues et auteurs (2)

**Alain Bertho** Anthropologue, professeur à l'université Paris-VIII, directeur de la Maison des sciences de l'homme et auteur (3)

(1) Auteur du Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970, Agone, 2014, et de l'ouvrage le Bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical, Agone, 2016.

(2) Auteurs de Panique dans le 16e ! Une enquête sociologique et dessinée, dessins d'Étienne Lécroart, La ville brûle, 2017 ; les Riches au tribunal. L'affaire Cahuzac et l'évasion fiscale, dessins d'Étienne Lécroart, Delcourt/Encrages, 2018.

(3) Auteur des Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs, la Découverte, 2016.  
Entretiens croisés réalisés par Jérôme Skalski